

# Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

## ÉDITORIAL

### Triste été

Pour la social-démocratie, l'été 2015 a été tragique. Il a fallu assister plus ou moins impuissants à l'insupportable chantage des institutions européennes, renforcées pour l'occasion par le FMI, à l'égard du gouvernement Syriza. Ces journées et ces nuits interminables pendant lesquelles l'Union européenne montrant son visage le plus hideux ne vont pas s'effacer de nos mémoires de sitôt.

La première victime de cette folie est bien évidemment le peuple grec, brutalement ramené des années en arrière par l'entêtement de bureaucrates et de dirigeant-e-s dont l'horizon n'excède guère quelques mois. Cependant, la crise grecque et son dénouement provisoire a fait une autre victime, politique celle-là: le projet social-démocrate européen, frappé en plusieurs lieux.

D'abord à Athènes bien sûr, car le programme de Syriza était purement social-démocrate. Son échec démontre qu'un tel programme n'est plus applicable dans la zone euro aujourd'hui. Pire, l'idée même qu'un gouvernement proposant une politique alternative et de gauche puisse la mettre en œuvre est en train de disparaître.

Ensuite à Paris et Berlin, où les responsables de deux partis historiques de la social-démocratie européenne sont au pouvoir et ont, à des degrés divers, contribué à l'acharnement envers la Grèce. La responsabilité du SPD allemand en particulier est écrasante, et constitue d'ores et déjà une véritable honte pour ce parti. Quant au PS français, on remarquera tristement qu'il a voulu imposer à la Grèce une variante encore plus dure de la politique qu'il applique en France.

Enfin à Bruxelles, puisque ces semaines terribles ont enterré – définitivement? – le projet d'une Europe sociale. Ce qui va sortir de cette faillite historique ne peut que nous inquiéter.

Réd.

#### ■ Fiscalité

La menace d'un référendum pèse sur la troisième réforme de l'imposition des entreprises.

Page 3

#### ■ Migrations

Contre la rhétorique de l'UDC, comment construire une vraie politique d'asile?

Pages 4 et 5

#### ■ Livres

Retour sur les *Écrits sur l'Allemagne* de Simone Weil.

Page 11



«Le peuple», gravure de Käthe Kollwitz, 1922.

## EUxit?

Plus qu'un *Grexit*, beaucoup désormais à gauche évoquent ouvertement un *EUxit*. Après le coup de force de l'UE en Grèce, la question posée est de savoir si les forces de gauche pourront proposer une autre politique que celle de l'austérité. Une autre UE est-elle possible, tout en en restant membre? Ces questions trouvent aussi leur écho dans des débats nationaux dans l'UE.

*Pages de gauche* consacre son dossier à l'Europe et propose une revue des débats en Allemagne, en Grèce et en Espagne.

Lire en pages 6 à 9

DÉBAT

# Journée «Non aux cadeaux fiscaux aux grandes entreprises !»

La Coalition contre les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises (SSP-Vaud, solidaritéS, POP, Attac, MPS, ACIDUS, Alternatives (Vevey), Collectif contre la spéculation des matières premières, SUD) organise une journée «Non aux cadeaux fiscaux aux grandes entreprises!» le samedi 12 septembre à Lausanne.

Avec la perspective de la nouvelle réforme de la fiscalité des entreprises (RIE III) au niveau fédéral et le projet du Conseil d'État vaudois d'abaisser de manière très importante l'imposition des bénéficiaires, il est nécessaire de s'informer, de débattre et de préparer la mobilisation.

Un des points d'orgue de la journée sera le débat contradictoire sur la fiscalité des entre-

prises dès 14h15 entre notamment Pierre-Yves Maillard (président du Conseil d'État vaudois), Jean-Michel Dolivo (député, solidaritéS) et David Gygax (secrétaire syndical SSP-Vaud).

La feuille de route vaudoise contient certes des mesures négociées avec les milieux économiques qui visent à soutenir le pouvoir d'achat des familles. De plus, l'intégration de certaines revendications du syndicat Unia, telle la création d'un fonds pour la santé et la sécurité des travailleuses-eurs, ne peut être balayée d'un revers de main. Toutefois ces mesures pourraient très bien être prises indépendamment de la réforme fiscale. Par ailleurs, remarqueurs qu'au regard de la hauteur des pertes estimées (400 millions par an), ces mesures

représentent une contrepartie très partielle (une centaine de millions).

Dans ce contexte, malgré quelques avis divergents au sein du PSV et l'opposition de La Gauche POP-solidaritéS, le vote parlementaire sur le projet de réforme cantonale semble joué d'avance; il est donc d'autant plus essentiel que les voix en désaccord dans ce canton puissent être entendues des citoyen-ne-s afin d'encourager le débat et de renforcer le front d'opposition.

La rédaction

**Journée «Non aux cadeaux fiscaux aux grandes entreprises!»**

**Samedi 12 septembre 2015, 9h30 – 16h30**

**Le Cazard (Rue Pré-du-Marché 15, Lausanne).**

**Entrée libre.**

**[www.facebook.com/contrelescadeauxfiscaux](http://www.facebook.com/contrelescadeauxfiscaux)**



## 100 ans de la Conférence de Zimmerwald

Du 5 au 8 septembre 1915 se réunissaient à Zimmerwald, dans le canton de Berne, à l'invitation de Robert Grimm, une quarantaine de représentant-e-s de la gauche socialiste européenne à l'occasion d'une conférence contre la guerre (cf. *Pages de gauche* n°135, juillet-août 2014). Si les effets de la rencontre sur les cours des hostilités sont sans doute restés mesurés, la conférence de Zimmerwald revêt une importance particulière dans l'histoire de la gauche européenne, non seulement parce qu'elle réunissait des délégué-e-s des principaux pays belligérants opposés à la politique «d'Union sacrée», mais également parce que son héritage politique a été âprement disputé.

Pour commémorer ce centenaire, diverses activités sont prévues, et en particulier deux jours de conférence à l'Hôtel Bern, à Berne, les 4 et 5 septembre prochain. La journée du 4 septembre sera consacrée au colloque scientifique alors que la conférence politique, avec des représentant-e-s de la gauche socialiste de plusieurs pays d'Europe, aura lieu le 5 septembre dans la matinée et sera suivie par *Pages de gauche*.

La participation est gratuite, mais une inscription préalable est nécessaire. Le formulaire d'inscription et toutes informations utiles sont disponibles sur le site: [www.zimmerwald1915.ch](http://www.zimmerwald1915.ch). **Réd.**

### IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-  
Abonnement de soutien: Fr. 130.-  
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3  
[www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)  
Case postale 7126, 1002 Lausanne  
[info@pagesdegauche.ch](mailto:info@pagesdegauche.ch)

**Rédaction:**  
Antoine Chollet (AC), Mathieu Gasparini (MG), Émilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

### Comité:

Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Claude Grimm, Anne Holenweg, Pascal Holenweg, Line Rouyet, Alberto Velasco

**Secrétariat de rédaction, mise en page:**  
Gabriel Sidler

**Webmaster:**  
Mathieu Gasparini

**Illustrations:**  
Christian Vullioud (Cévu)

**Maquette:**  
Marc Dubois, Lausanne

**Relecture:**  
Cora Antonioli et Yvan Thiéry

**Impression:**  
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

FISCALITÉ

# RIE III: débats parlementaires sous menace de référendum

Sous la pression des milieux de droite qui, fidèles à leur habitude rengaine, invoquent le besoin urgent d'allègement pour les entreprises, cette fois-ci notamment en raison du franc fort, la réforme de la loi sur l'imposition des entreprises (RIE III) avance vite. En parallèle, plusieurs cantons s'activent dans la perspective de pouvoir répondre suffisamment tôt aux modifications que la réforme fédérale pourrait impliquer. En effet, la suppression des statuts spéciaux prévue par la réforme fait craindre aux cantons que les sociétés qui en bénéficiaient s'en aillent, impliquant ainsi de lourdes pertes de recettes.

Fribourg a ainsi décidé une baisse du taux d'imposition des entreprises, le parlement genevois a voté un budget d'austérité pour 2015 tenant compte de l'impact probable de la future réforme tandis que son Conseil d'État a annoncé une baisse massive du taux d'imposition des entreprises (13%). Dans le Canton de Vaud, celui-ci a présenté un plan prévoyant une baisse du taux à 13,79 %.

## CONCURRENCE FISCALE ACCRUE

Le Conseil des États devrait commencer à débattre du projet de réforme en septembre. Celui-ci contient, au-delà de la suppression des statuts spéciaux pour les holdings, sociétés mixtes et de domicile (mesure admise à gauche comme à droite), un bouquet de niches fiscales à l'attention des entreprises bénéficiaires. *Last but not least*, afin de mieux compenser les pertes possibles dues au départ des entreprises qui quitteraient les cantons suite à la suppression de leurs statuts spéciaux (hypothèse qui reste à démontrer) et de continuer à assurer leur attractivité, il encourage les cantons à la concurrence fiscale. Cette recommandation appuyée a rapidement fait écho et, après plusieurs années de stabilité en termes de taux d'imposition des

entreprises, a relancé la spirale du *dumping* fiscal. Les conséquences de cette politique pourraient être particulièrement sévères et se traduire par des budgets d'austérité dans les services publics et/ou des hausses d'impôts pour les personnes physiques, conséquences déjà observées dans les cantons ayant procédé à des baisses massives du taux d'imposition il y a plusieurs années, comme Lucerne ou Schaffhouse.

## OPPOSITIONS À GAUCHE

Ce paquet a donc de quoi inquiéter celles et ceux qui ne croient pas aux vertus préservées de la concurrence sauvage et s'inquiètent des réelles conséquences sur la qualité des services à la population et aux charges fiscales de chacun.e. À côté des inquiétudes exprimées par de nombreuses villes suisses, l'opposition s'organise du côté des syndicats et des partis de gauche dont plusieurs ont déjà brandi la menace du référendum (USS, SSP, PS). Alors que les débats en commission ont débuté, le PS et Les Verts exigent que l'imposition sur les gains en capital – incluse dans le premier projet puis abandonnée suite à l'opposition violente de la droite et des milieux patronaux – soit réintroduite et que toutes les pertes dues à la baisse des recettes soient prises en charge par les entreprises et les action-

naires. De plus, le PS demande un plancher de 16% pour l'imposition des entreprises.

## INFORMER, MOBILISER, LUTTER

Il est difficile de prévoir jusqu'où la droite sera prête à négocier pour s'épargner le lancement d'un référendum, même si la marge semble plutôt faible. Pourtant les chances d'aboutissement d'un référendum sont bonnes et le résultat du vote n'est de loin pas joué d'avance. D'autant plus que celui-ci pourrait bénéficier du douloureux souvenir de la tromperie du Conseil fédéral lors de la réforme précédente, acceptée de justesse en votation fédérale et pour laquelle le gouvernement avait annoncé des pertes de moins de 1 milliard. En réalité, celles-ci se chiffrent à plusieurs milliards de francs! De l'autre côté, tablons sur le fait que le PS ne renoncera pas aux conditions qu'il a posées sous prétexte de quelques minces améliorations. Pendant ce temps, les syndicats intensifieront sans doute leurs actions d'information, d'opposition et de mobilisation en vue d'une lutte contre cet inique et ruineux paquet fiscal. C'est dans cette perspective que la «coalition contre les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises» organise sa journée du 12 septembre prochain (cf. page 2).

Cora Antonioli



«La veuve II», gravure de Käthe Kollwitz, 1922.

## MIGRATIONS

# Pour une vraie politique d'asile

Les conflits au Moyen-Orient, l'instabilité en Asie centrale et dans le Maghreb, la persistance de régimes dictatoriaux en Afrique de l'Est provoquent d'importants déplacements de population, à des niveaux comparables, à l'échelle mondiale, à ceux connus durant la Deuxième guerre mondiale. En Suisse, l'approche des élections fédérales ne contribue pas à apaiser le débat.

## L'UDC EN ORDRE DE BATAILLE

Face aux images de migrant-e-s se noyant en Méditerranée ou cherchant désespérément à franchir le tunnel sous la Manche, l'UDC a dégainé sa rhétorique haineuse. La polémique de l'été s'est concentrée autour du statut des personnes fuyant le régime érythréen, alors que toutes les informations un peu fiables en provenance de la région parlent d'un régime dictatorial, avec des enrôlements de force dans l'armée, pour des durées hallucinantes (cf. *Pages de gauche* n° 139, décembre 2014). De même

qu'à l'égard des personnes fuyant la Syrie, il y a peu de doute sur le fait que ces personnes doivent bénéficier de l'asile, un renvoi mettant manifestement leur vie en danger.

## ACCÉLÉRATION DES PROCÉDURES

C'est dans ce contexte que la loi sur l'asile est en révision aux Chambres, avec pour objectif de centraliser et d'accélérer significativement les procédures, les migrant-e-s devant être pris en charge dans des centres fédéraux et bénéficier d'une assistance juridique gratuite. Si, sur le principe, l'accélération des procédures est une bonne chose, il y a des raisons de craindre que cette accélération conduise à ne pas instruire suffisamment chaque demande et donc à ne pas suffisamment analyser les motifs d'asile.

Ainsi, on ne peut qu'être frappé par le climat de suspicion qui entoure toute la nouvelle procédure. Par exemple, une demande d'asile pourrait être classée sans suite parce qu'une personne ne s'est pas manifestée auprès des autorités durant cinq jours. De même, si les motifs d'asile ne peuvent être établis immédiatement (perte de documents de voyage, etc.), la volonté de «boucler les dossiers» risque de conduire à des rejets hâtifs. On espère, mais sans trop d'illusions, que l'assistance juridique permettra d'éviter des décisions précipitées à cet égard – tout en sachant qu'une bonne partie des demandes, celles des «cas Dublin», continueront à être renvoyées sans autre examen dans les États

européens où la demande a été déposée en premier.

## QUELLES AUTRES SOLUTIONS?

L'urgence aujourd'hui est bien d'accorder l'asile à toutes les personnes à protéger. Cela dit, une politique d'asile sérieuse doit aussi se penser sur le long terme. Ainsi, il semble utile de permettre à la Confédération de pouvoir, si nécessaire, se passer de l'avis des cantons et des communes pour l'ouverture de centres de traitement des demandes d'asile, afin de garantir suffisamment de places quand cela est nécessaire. Cependant, le Parlement a refusé de réintroduire la possibilité de déposer des demandes d'asile aux ambassades, une démarche qui pourrait pourtant éviter les drames liés aux traversées vers l'Europe.

Enfin, une politique d'asile sérieuse ne semble pouvoir se mettre en place qu'au niveau européen. En effet, si les Accords de Dublin (dont la Suisse fait partie) harmonisent les procédures en désignant les États responsables du traitement des demandes d'asile, il faudra tôt ou tard en venir à une politique de quotas entre États. On ne peut penser la politique d'asile sans réfléchir à la politique migratoire dans son ensemble. Les personnes qui obtiennent le statut de réfugiés peuvent travailler et il est important de favoriser l'intégration sur le marché du travail. Cela ne peut toutefois se passer dans de bonnes conditions que si des contrôles des conditions de travail sont en place et dans le respect de salaires minimaux pour les secteurs non conventionnés.

Arnaud Thiéry



«Les prisonniers», dessin de Käthe Kollwitz, 1908.

**LE POING** Le **PS du Valais romand** reçoit notre poing du mois pour sa liste «PS migrants» et, surtout, la mise en page de son affiche de campagne, affublée d'un tampon à l'encre rouge indiquant «intégrés» (sic). Si l'on peut louer la volonté de visibiliser des groupes discriminés, revendiquer leur «intégration», d'autant plus pour des personnes de toute évidence naturalisées, nourrit l'idée d'une altérité radicale qu'il faudrait donc «intégrer» dans «notre» culture. Cette mention a ainsi plutôt pour effet de marquer une différence, comme, d'ailleurs, l'usage d'une liste électorale particulière.



**LA ROSE** La rose est attribuée ce mois au travailliste anglais **Jeremy Corbyn** pour sa belle campagne à gauche pour la présidence du Labour. Alors que l'échec du Labour aux dernières élections était attribué à un positionnement trop à gauche, Corbyn bat la campagne avec succès pour démontrer l'inverse. Il fait campagne contre l'austérité, en faveur d'une redistribution des richesses et combat le libéralisme à l'anglaise. Les syndicats le soutiennent, mais les blairistes le détestent. Un très bon point.



## MIGRATIONS

# Une maltraitance étatique

À Genève, en juin dernier, des collectifs se sont mobilisés pour dénoncer le transfert de demandeurs d'asile déboutés vers des abris PC. Cette démarche a rassemblé un grand nombre de mouvements: Stop Bunkers, No Bunkers, Coordination asile.ge, Solidarité Tattes, etc. L'occupation du centre culturel du Grütli, par des déboutés de l'asile, a permis de mettre au jour une thématique trop longtemps enterrée par le Canton: celle des conditions de logements des personnes en demande d'asile, quelle que soit l'étape de leur procédure. La Ville de Genève s'est solidarisée avec ces collectifs afin de trouver des solutions de relogement temporaire et de gérer la crise d'une manière concertée. Le Canton, pendant ce temps, faisait la sourde oreille, accentuant les rapports de force.

Les partis politiques de gauche, Parti socialiste, Verts, Solidarités; Caritas, le Centre Social Protestant, ont soutenu les revendications du mouvement. Des manifestations,

regroupant des milliers de citoyen-ne-s, ont rythmé l'été et fondé un large mouvement de solidarité afin d'accompagner la vie au quotidien (cuisine, forum de discussion, sécurité).

La victoire du mouvement est d'abord d'avoir crevé un silence coupable, d'avoir ensuite réussi à faire reconnaître par le Canton que les conditions d'hébergement en sous-sol ne sont pas dignes, puis de l'avoir poussé à prendre des engagements pour trouver des solutions pérennes.

## LA LUTTE CONTINUE

Toutefois, à ce jour, les migrant-e-s continuent de passer des mois et des mois enterré-e-s sans accompagnement la journée, laissé-e-s à eux-mêmes, dans des conditions de survie, et de discrimination liées à leur statut social (célibataire ou non) ou judiciaire (ayant commis des délits ou non). Cela n'est pas acceptable ni conforme à la Constitution genevoise. Invoquer d'une manière répétée l'urgence et l'impuissance comme le

Canton le fait ne le dédouane en aucune manière de ses mauvais traitements et de sa négligence.

Plus grave, le pouvoir cantonal, dans une tentative de décrédibiliser le mouvement de solidarité et les revendications de ce dernier, a franchi une nouvelle ligne rouge. Les déclarations outrancières du magistrat de police Pierre Maudet, affirmant que, parce qu'ils et elles étaient des requérant-e-s déboutés-e-s, et que certain-e-s auraient un casier pénal, et bien qu'ils et elles aient purgé leur peine, le Canton se trouvait justifié de manquer à ses obligations constitutionnelles, sont scandaleuses. Par ses appels à la discrimination, Monsieur Maudet viole les articles de la Constitution (15 et 39 notamment). Et lorsqu'il dénonce comme étant une imposture un large mouvement de défense des droits humains, il montre clairement son mépris de la démocratie et des militant-e-s des droits humains.

Sylvain Thévoz  
Conseiller municipal  
socialiste, Ville de Genève

## MIGRATIONS

## 9 février: faut-il revoter?

Suite au succès de l'initiative de l'UDC contre la libre circulation le 9 février 2014, avec seulement 20'000 voix d'écart, un collectif un peu hétéroclite, où l'on retrouve notamment la présidente nationale du Syndicat des services publics, Katharina Prelicz-Huber, et Beat Ringger, de Denknetz (que nous avons déjà accueilli dans ces pages), vient de faire aboutir l'initiative RASA (*Raus aus dem Sackgasse*, «Sortons de l'impasse»). Son contenu est simple: abroger les deux paragraphes ajoutés à la Constitution fédérale l'an passé.

L'objet de cette initiative est inédit dans l'histoire suisse, puisque les citoyen-ne-s n'ont jamais été appelé-e-s à se prononcer sur un texte renversant très exactement un vote anté-

rieur. Il est cependant arrivé à de nombreuses reprises que le peuple et les cantons doivent se prononcer à plusieurs reprises sur le même thème (l'adhésion à l'ONU, l'introduction de la TVA ou les accords bilatéraux eux-mêmes, par exemple). Sur le principe, il est tout à fait normal de considérer qu'une décision ne vaut que tant que le souverain ne l'a pas défaire. La possibilité de reconsidérer une décision passée est tout à fait essentielle. À ce titre, RASA est parfaitement légitime, n'en déplaise aux vainqueurs du 9 février.

Il est plus malaisé en revanche d'évaluer son opportunité politique. Il n'est pas du tout impossible qu'elle se transforme en nouveau plébiscite pour une UDC qui en sortirait

alors encore renforcée. Elle servira aussi, très probablement, de moyen de pression sur le Conseil fédéral dans les négociations qu'il mène avec l'Union européenne, sachant que le comité d'initiative n'hésitera pas à la retirer si lesdites négociations lui paraissent satisfaisantes. Il n'est pas inimaginable enfin qu'elle soit acceptée.

Il n'en demeure pas moins qu'à gauche, la politique à défendre vis-à-vis des accords bilatéraux ne peut se contenter de chercher à annuler les victoires constitutionnelles de l'UDC. En cas de succès en effet, on ne fera que recréer les conditions qui ont permis à l'initiative «contre l'immigration de masse» d'être acceptée le 9 février 2014.

Antoine Chollet

DOSSIER EUROPE

# Ce que la crise grecque nous dit de l'Eu

La crise de la dette grecque agit comme un révélateur des lignes de fracture qui traversent le continent européen. Depuis la Suisse, cette crise ne peut pas être vue seulement comme une crise financière ou comme un soubresaut dans la construction d'une zone euro dont il y aurait urgence à rester à l'écart. Cela tient au fait que la crise de la dette grecque est avant tout une crise *politique*, et la Suisse n'est pas à l'écart des débats politiques européens.

## DES NÉGOCIATIONS POLITIQUES

Le référendum organisé le 5 juillet 2015 par Alexis Tsipras était un acte politique, dont le message a été bien compris en Grèce et sur tout le continent: le peuple grec accepte-t-il les politiques d'austérité impo-

sées par les créanciers de la Grèce. Peut-être est-il bon de rappeler dans ce contexte que sur une dette estimée à environ 280 milliards d'euros au 22 juin 2015, seuls 48 milliards d'euros environ sont détenus par des investisseurs privés. Le solde est détenu par des créanciers publics, à savoir le FMI, la Banque centrale européenne et les États européens, soit directement, soit par le Fond européen de stabilité. Autrement dit, la Grèce n'emprunte plus sur les marchés financiers et les conditions d'octroi des prêts font l'objet de négociations politiques. Poursuivre les politiques d'austérité est donc un choix d'orientation pour l'Union européenne.

## L'EURO ET SYRIZA

L'introduction de l'euro est dès l'origine un projet politique destiné à renforcer l'interdépendance des États européens qui ne sont plus maîtres de leur politique monétaire. Toutefois, les budgets restent majoritairement nationaux et les politiques sociales et fiscales n'ont pas été harmonisées. Dans ce contexte, la Grèce a pu emprunter à des taux favorables en tant que membre de la zone euro, alors qu'elle ne dispose manifestement pas d'un système fiscal, voire tout simplement des structures étatiques, permettant de collecter correctement des impôts, sans même parler d'assurer l'égalité fiscale. Syriza a d'ailleurs fait campagne sur la fin du clientélisme et d'un système politique et fiscal favorisant une petite minorité d'oligarques.

## SOLIDARITÉS À GAUCHE

Refuser d'aider la Grèce, pour l'Europe, serait un échec significatif et, à gauche, personne ne peut souhaiter une telle absence de solidarité. Il n'en demeure pas moins que «l'aide» apportée ces dernières années, sous forme de prêts bi- ou multilatéraux, de crédits du FMI et d'aides d'urgence octroyées par la BCE aux banques

grecques, a été couplée à l'obligation de mettre en œuvre des politiques d'austérité, de baisses des revenus et de privatisations. Ces mesures – tout le monde le sait – ne permettront pas de rétablir l'équilibre budgétaire, mais sont en réalité destinées à imposer à la Grèce le tournant néolibéral et à faire comprendre qu'il n'y a pas de salut hors des règles budgétaires européennes. Le grand mérite du référendum du 5 juillet est d'avoir mis en lumière cet enjeu et d'avoir fait tomber certains masques. Ainsi, la plupart des élites européennes, dont Donald Tusk ou Martin Schulz, ont clairement laissé entendre que leur objectif était la chute d'un gouvernement de gauche.

## LA SUISSE DANS CE CONTEXTE

En consacrant un dossier à l'Europe et l'euro, nous souhaitons montrer tout d'abord que les termes du débat ne sont pas «nationaux». La gauche du SPD, en Allemagne, s'est solidarisée avec la Grèce, comme l'a bien exprimé Hilde Mat-

## Une gouvernance baroque

Même si le terme est banni depuis le début de l'année, la Grèce négocie avec les représentants de la «Troïka», soit l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI. Au niveau européen, la Commission européenne, en principe contrôlée par le Parlement européen, représente l'Union européenne. Toutefois, on l'a vu, les décisions relatives à la Grèce se prennent *de facto* lors de sommets, soit de l'Eurogroupe (groupe de travail informel des ministres des finances de la zone euro), soit directement des Chefs d'État et de gouvernement des États-membres de l'UE. Quant aux décisions de la Banque centrale européenne, elles incombent au Président et au Conseil des gouverneurs de la BCE, soit les banquiers centraux européens.

Née avec la révolution néolibérale des années 1980, l'architecture de la zone euro vise à soustraire les décisions les plus importantes à tout contrôle politique. Le pouvoir est concentré entre la gouvernance d'une banque centrale dite «indépendante» et des gouvernements qui ont mutualisé leur monnaie, mais n'harmonisent ni leurs budgets, ni leurs politiques sociales et fiscales, ni l'émission de leur dette, tout en imposant une politique bien particulière au parlement grec qui doit, peu ou prou, se contenter d'enregistrer les résultats des «négociations» menées au sein de la zone euro. Dans ce contexte, la proposition, reprise récemment par François Hollande, d'instaurer un «Parlement de la zone euro» aurait l'avantage d'instaurer – un petit peu – de contrôle démocratique et de transparence sur des instances qui président, de fait, aux destinées d'un pays entier. AT



«Les survivants», dessin de Käthe Kollwitz, 19

# urope

(voir ci-contre), malheureusement sans grand effet politique menée par les autres SPD. Ensuite, nous nous montrons les effets des politiques d'austérité dans les pays qui en sont le plus victimes, notamment la Grèce et l'Espagne. Dans ces deux cas, et de façon déconcertante, l'exaspération des peuples s'est politiquement traduite par la montée d'une droite anti-austérité. Enfin, il faut aussi montrer que la Suisse n'est pas un havre de paix dans l'Europe. Non seulement la Suisse est créancière par le biais du FMI, mais les banques hébergent une partie importante des fortunes des pays non fiscalisés. Enfin, nous devons constater que l'Europe et la zone euro sont largement gouvernées par des élites libérales qui ressemblent à des responsables nationaux. Cela empêche que la Suisse ait un rôle à jouer pour développer la solidarité et de réguler l'économie en Europe.

La rédaction



## DOSSIER EUROPE

# Refuser l'austérité

Nous publions la prise de position d'Hilde Mattheis au *Bundestag* le 17 juillet 2015 dans le cadre du vote du dernier «plan de sauvetage» en faveur de la Grèce. Hilde Mattheis est députée SPD du Bade-Wurtemberg et Présidente du *Forum demokratische Linke 21* (qui fédère l'aile gauche du SPD).

Mon vote en faveur d'un nouveau «plan de sauvetage» pour la Grèce est exclusivement un vote pour la cohésion de l'Europe et contre un défaut de paiement incontrôlé de la Grèce. De même, ce vote est dirigé contre toute tentative d'exclure la Grèce de la zone euro (ou de l'UE). J'estime que de telles propositions sont politiquement et économiquement dommageables pour l'UE et pour notre pays. Cela étant, je constate ce qui suit:

Je considère que la politique d'austérité qui continuera à être menée est une erreur. Elle n'a manifestement pas fonctionné ces cinq dernières années. Bien entendu, la Grèce doit construire un État moderne qui fonctionne. Cependant, les conditions qui viennent d'être négociées sont toujours axées sur un affaiblissement des droits fondamentaux des travailleurs, un démantèlement social aveugle et donc l'appauvrissement de larges couches de la population et sur une politique de privatisations totalement contreproductives. Les nouvelles lignes de crédit que l'UE prévoit maintenant de débloquer doivent une nouvelle fois servir presque exclusivement au financement de la dette. À nouveau, elles ne bénéficieront pas à la population. Or, ce paquet de mesures ne pourra être un succès que si les investissements, dont on n'a parlé que très vaguement jusqu'à ce jour, profitent réellement à l'économie grecque.

Au lieu d'utiliser l'échec des précédentes «politiques de sauvetage» en Grèce et le changement de gouvernement grec afin de corriger l'ensemble des politiques européennes sur le

plan économique, financier, fiscal et social et donc de mettre un terme à l'austérité (soit aux politiques d'économies et de répartition à l'envers), les gouvernements européens mettent gravement en danger la croissance et l'emploi en Europe – et au-delà. Ni les autres pays qui ont eu recours aux programmes de soutien européens ni l'UE dans son ensemble n'ont surmonté la crise. On ne pourra redonner crédibilité et capacité d'action à la politique et aux États qu'en recourant enfin à une fiscalisation efficace des marchés financiers, des hauts revenus et des grandes fortunes, au financement des investissements publics nécessaires sans dépendre du capital privé, à une réglementation européenne des marchés du travail au lieu du *dumping* salarial, à la création d'un système de sécurité sociale de base et en combattant enfin efficacement le chômage de masse, en particulier le chômage des jeunes.

Je refuse d'imputer au gouvernement grec actuel les erreurs commises ces dernières décennies et de faire comme si elles pouvaient être corrigées en quelques semaines. Le comportement de nombreux acteurs politiques sur la scène européenne a renforcé la méfiance et les désaccords en Europe et contribué à renforcer de dangereux égoïsmes nationaux. Je condamne toute prise de position tendant à diffamer collectivement ou à rabaisser un pays entier, sa population ou son gouvernement élu démocratiquement.

Je demande au Gouvernement fédéral de tout entreprendre ces prochaines semaines et mois pour surmonter les blessures réciproques et pour lutter contre l'approfondissement des antagonismes en Europe. De plus, il y a lieu de s'assurer que les flux financiers soient rétablis au plus vite et que soient créées les bases d'une stabilisation et de la croissance de l'économie grecque.

Hilde Mattheis  
(trad.: AT)

DOSSIER EUROPE

# Un nouveau marathon grec

Menacé par l'arrêt des financements et la perspective d'être éjecté de l'Union européenne, le parlement grec a accepté le mémorandum de la Troïka. Face aux divisions que cet accord a créées au sein de Syriza, qu'est-ce qui peut être fait pour relancer le combat du parti contre le néolibéralisme? C'est une question qui dépasse la Grèce, car il s'agit en fait de la manière dont la gauche relève le défi du pouvoir dans un environnement hostile, et tente de protéger le peuple des dégradations néolibérales les plus graves tout en engageant une transition vers un monde plus égalitaire, solidaire et démocratique.

## GREXIT OU NON?

Une partie de la gauche, en Grèce et ailleurs, aurait souhaité que le mémorandum soit rejeté et que la perspective d'un Grexit soit envisagée. C'est une position légitime. Jusqu'à récemment cependant, les trois-quarts de la population étaient opposés à une sortie de l'euro, et même si cette proportion a sans doute changé aujourd'hui, il n'existe pas de consensus clair sur l'abandon de l'euro.

Pour nous qui soutenons depuis longtemps que le Grexit est essentiel d'un point de vue socialiste, la question n'est pas de condamner la position adoptée par Tsipras, mais de se demander à quel moment ce problème doit

être posé. Syriza y avait déjà été confronté durant la campagne électorale en 2012, et avait alors conclu qu'il fallait conquérir le pouvoir pour limiter autant que possible, *de l'intérieur* de l'État, les attaques néolibérales. La victoire électorale de cette année était fondée sur la déclaration que Syriza aspirait à former un gouvernement afin de lutter contre l'austérité tout en restant dans l'UE.

La tentative de Syriza de contester la Troïka a permis de montrer l'essence néolibérale de l'UE. Mais il est selon nous prématuré de conclure des cinq mois de négociations, aussi désolant que soit leur résultat, qu'il vaut mieux pour Syriza abandonner l'État à ses adversaires bourgeois. Il est préférable de dépasser l'indignation et la protestation, et de lutter pour soutenir les besoins de la majorité qui a voté «non» au référendum.

Faut-il démissionner pour ne pas devoir mettre en œuvre le mémorandum? En acceptant de prendre le pouvoir et en promettant de réduire les effets du néolibéralisme en Grèce, il serait maintenant complètement irresponsable de démissionner, après s'être vu imposer ce mémorandum comme rétorsion à la convocation d'un référendum sur ce texte, et plus généralement pour combattre l'orientation anti-néolibérale du gouvernement Syriza. Ce dernier doit continuer à faire tout ce qu'il peut pour limiter l'impact du néolibéralisme en Grèce. Toute autre politique reviendrait à céder à celles et ceux qui auraient voulu que ces négociations fassent chuter ce gouvernement.

## VERS UN VRAI PLAN B

Présenter la situation en opposant un plan A désormais impraticable (négocier avec l'UE) et la sortie de l'euro (plan B) ne rend pas compte des dilemmes auxquels est confronté Syriza. Si l'on veut quitter l'eurozone, et peut-être aussi l'UE, il est nécessaire de s'appuyer sur les réseaux de solidarité qui se sont

développés au sein de la société grecque pour résister à la crise. Voilà le vrai plan B. Qu'est-ce que cela signifie concrètement?

Ces dernières années, environ 400 groupes de solidarité se sont formés dans toute la Grèce pour répondre aux besoins communautaires les plus élémentaires (santé, alimentation, logement, etc.), au travers de collectifs autogérés et démocratiques. Syriza est très impliqué dans ces réseaux. Or, depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Syriza, celui-ci a très peu agi pour soutenir et élargir ce mouvement.

Par exemple, l'administration pourrait être chargée de repérer les terres inutilisées, nombreuses dans la campagne grecque, pour les donner à des coopératives et leur permettre de cultiver et distribuer de la nourriture. Le ministère de l'éducation devrait utiliser les bâtiments scolaires pour offrir des lieux aux mouvements sociaux qui distribuent de la nourriture ou des soins. En outre, la *Work Projects Administration* durant le New Deal aux États-Unis pourrait servir d'exemple, non seulement dans le domaine industriel, mais aussi dans les activités artistiques, théâtrales ou culturelles dans lesquelles tant de jeunes au chômage sont déjà engagés.

Syriza, comme parti, doit développer sa capacité de conduire l'État grec dans cette direction. Nous avons rencontré des personnes au sein du parti et dans les mouvements sociaux, ainsi que dans l'administration, qui pensent que Syriza en est encore loin. Parmi toutes les raisons d'être critique à l'égard de Syriza, celle-ci est la plus importante.

*Sam Gindin et Leo Panitch*  
Membres de Syriza

Article paru sur *The Bullet* le  
17 juillet 2015  
(trad. et adaptation: AC)

La version intégrale de cet article, en anglais, peut être lue ici: [www.socialistproject.ca/bullet/1145.php](http://www.socialistproject.ca/bullet/1145.php)



«Les mères», gravure de Käthe Kollwitz, 1922.

DOSSIER EUROPE

# Espagne: une rébellion démocratique

Les résultats des élections communales sont le fruit des mobilisations sociales qui ont commencé avec le mouvement anti-austérité des indigné-e-s (mouvement 15M). Ces mouvements ont contribué à établir des réseaux de solidarité pour faire face aux difficultés matérielles sur la base de l'assistance mutuelle. Ces mouvements ne se sont toutefois pas limités à soulager les difficultés, mais se sont investis dans l'action politique, l'organisation et l'éducation. Ils ont été la base de nouvelles plateformes qui, après avoir investi la société civile, ont gagné les municipalités.

## MOBILISATION DES PAUVRES

L'ancrage de ces plateformes dans les milieux populaires a été démontré par la hausse de la participation dans les quartiers pauvres. Dans certains quartiers de Madrid et Barcelone, la participation a augmenté de 5 à 9 points. En offrant une réponse politique, cela prouve que des majorités peuvent se gagner à gauche. Cela constitue une leçon pour Podemos (qui se concentre sur la classe moyenne) et démontre que le recentrage lors des élections n'est pas une condition pour la victoire.

## DES PERSPECTIVES CONVAINCANTES

Podemos ressemble de plus en plus aux autres partis après s'être concentré un peu trop sur une prétendue caste de corrompu-e-s, afin de ne pas trop heurter les électrices-eurs centristes. Avec des intentions de vote stagnantes et une campagne médiatique négative, sa bonne image s'est étiolée. Par contraste, Ada Colau et Manuela Carmena incarnent le renouveau démocratique, basé sur des perspectives politiques claires, en lien avec la base. C'était la raison d'être des mouvements des indigné-e-s et des autres protestations, plus que celle de Podemos. Ces plate-

formes ont réussi pour l'instant à rassembler la stratégie populaire avec celle de l'élection.

## UNE MARQUE NE SUFFIT PAS

Podemos a progressé, mais pas de manière significative. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a enregistré de grosses pertes, mais est toujours capable de conserver sa place de deuxième parti derrière le Parti populaire (PP). Dans plusieurs communautés urbaines autonomes, il peut maintenant remplacer le PP au gouvernement avec l'aide de Podemos. Le risque pour Podemos est de devenir un partenaire satellite pour le PSOE. Toutefois Podemos a fait ses meilleurs résultats lorsqu'il était une composante des plateformes. Cette unité demande beaucoup de travail et de nombreuses réunions, mais est nécessaire dans la perspective d'une Union populaire rassemblant toutes les forces du changement.

## FIN OU RENOUVEAU DU PSOE?

Le PSOE doit aussi désormais décider de sa stratégie po-

litique. Pendant longtemps, le PSOE a disqualifié la compétition politique sur sa gauche en la désignant comme déraisonnable, radicale ou anti-système. Jusqu'à récemment, avec le PP, le PSOE soutenait la politique d'austérité. Toutefois, et c'est un changement majeur, au soir des élections, le PSOE déclarait qu'il avait la responsabilité de former des gouvernements progressistes là où c'était possible. Pour cela, le parti doit se renouveler depuis la base. Il doit saisir cette chance, sinon il pourrait suivre le destin du parti socialiste en Grèce (PASOK). La coopération entre les forces du changement à gauche et le PSOE dans les municipalités et les régions serviront de test pour les élections parlementaires de cet automne. La rébellion démocratique a commencé.

Mario Candeias

Chercheur et éditeur

de la revue LuXemburg

Article paru dans

Bulletin Socialist Project,

n° 1135, 1<sup>er</sup> juillet 2015

(trad. et adaptation: MG)



«Solidarité», dessin de Käthe Kollwitz, 1932.

ON NOUS ÉCRIT

# Hôpitaux neuchâtelois

Le dossier hospitalier empoisonne la politique neuchâteloise depuis plusieurs années maintenant. Nous en avons déjà rendu compte à quelques reprises dans ces pages (notamment cette année, voir *Pages de gauche* n° 143 et 144), mais le sujet a pris une nouvelle tournure suite à l'entretien que Jean-Emmanuel Lalive, chef du service d'urologie de l'hôpital de La Chaux-de-Fonds, nous a accordé dans notre numéro d'été (*Pages de gauche* n° 146).

La présidente du conseil d'administration de l'Hôpital neuchâtelois (HNe) a demandé que nous fassions paraître le droit de réponse ci-contre à propos des conclusions d'un rapport portant sur les urgences neu-

châteloises, le «rapport Chevrollet». Ce document, qui date de 2010 et avait été commandé par la direction de HNe, portait sur les soins intensifs des hôpitaux de Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds. Celui-ci n'est pas public, mais ce que nous avons pu en voir montre que la lecture qu'en fait le Dr Lalive se fonde sur les calculs d'efficience, alors que la présidente du conseil d'administration n'en retient que les chiffres absolus, d'ailleurs prudemment avancés par le rapport.

L'essentiel n'est pourtant pas là, mais porte d'une part sur le principe de la centralisation hospitalière, et d'autre part sur les décisions successives et contradictoires qui ont frappé l'hôpital de La Chaux-de-Fonds

ces dernières années. Ce sont là des questions politiques, au sens le plus fort du terme, et elles ne peuvent être tranchées par une expertise. Les différent-e-s responsables politiques neuchâtelois-es l'oublieront à leurs risques et périls.

Pour poursuivre cette discussion indispensable, *Pages de gauche* a pris l'initiative d'organiser un débat sur l'avenir de l'hôpital de La Chaux-de-Fonds, auquel nous vous invitons bien sûr à participer (voir annonce en page 12).

La rédaction

## DROIT DE RÉPONSE

L'interview du Dr Jean-Emmanuel Lalive publiée dans l'édition de juillet de *Pages de gauche* comporte des propos à la limite de la diffamation et une contre-vérité flagrante. En appuyant son propos sur une étude de 2010 du Dr Jean-Claude Chevrollet sur les soins intensifs des hôpitaux de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds, il affirme qu'une centralisation sur un seul site «augmentera les coûts de plusieurs centaines de milliers de francs par année». Le rapport, que le Dr Lalive n'a sans doute pas lu, présente une conclusion inverse. Chiffres à l'appui, le Dr Chevrollet souligne qu'une concentration sur un seul site permettrait au contraire d'économiser entre 960'000 et 2,1 millions de francs par an selon les scénarii retenus en matière de charges de personnel et de coûts de transports.

Pauline de Vos Bolay

Présidente du conseil d'administration  
de l'Hôpital neuchâtelois



«Visite à l'hôpital», gravure de Käthe Kollwitz.

RENCONTRES

## Un village des alternatives

Pour plus  
d'informations:  
[www.alternatiba.eu/leman/](http://www.alternatiba.eu/leman/)

Depuis sa première édition en 2013 à Bayonne, le mouvement Alternatiba prend de l'ampleur. Son objectif est d'organiser des villages temporaires pendant lesquels un ensemble d'«alternatives» sont présentées au public. Le projet originel était d'imaginer les moyens concrets de lutter contre le réchauffement climatique, au niveau local et dans de petites structures. On parlait donc d'agriculture bio, d'éco-habitat, de sobriété énergétique, etc.

Cette année, Alternatiba s'est lancé dans un tour de

France, qui est parti de Bayonne le 5 juin pour arriver le 26 septembre à Paris, à l'occasion de la COP21. Le tour fera halte à Genève du 18 au 20 septembre, sur la plaine de Plainpalais. Ce sera l'occasion de découvrir ce que ces alternatives ont à offrir pour les militant-e-s aujourd'hui.

On y retrouvera les habituelles organisations engagées dans le domaine agricole (Confédération paysanne, Union terre), dans l'altermondialisme (ATTAC), dans la solidarité internationale (CETIM, La Déclaration de Berne, Terre des

Hommes), des coopératives d'habitation, etc. Il est certain cependant qu'en faisant côtoyer ces dernières avec les responsables de l'initiative Monnaie pleine, les disciples de Pierre Rabhi, les partisan-e-s de l'«holocratie» et de la «sociocratie», les avocat-e-s de l'allaitement maternel, le Réseau Objection de Croissance, les Services Industriels de Genève, la FRC et la «thérapie holistique», l'événement fait preuve d'un certain sens de l'éclectisme, d'ailleurs pleinement revendiqué.

Antoine Chollet

## LIVRES

# Le climat change tout

Voici quelques mois, les éditions Actes Sud et Lux ont publié une traduction du nouvel ouvrage de la journaliste scientifique canadienne Naomi Klein sous le titre de *Tout peut changer, capitalisme & changement climatique*. Il constitue un magistral tour d'horizon du défi devant lequel se trouvent l'humanité, nos institutions et chacun·e d'entre nous.

Entre autres conclusions convaincantes et référencées d'une longue enquête, la célèbre journaliste nous montre pourquoi les climatosceptiques s'obstinent dans leur déni de la réalité. Ils et elles ont compris en effet que la prise de conscience de la responsabilité de l'action humaine sur le changement climatique conduit inéluctablement à une refonte totale des règles du jeu

économique mondial ou local. Ce livre présente les voies sans issues de la monétarisation des droits à polluer, de la géo-ingénierie, du recours à de riches bienfaitrices·eurs providentiel·le·s. La décarbonisation de la finance et de l'industrie, la réappropriation du bien public, une société basée sur un nouveau rapport à la nature, non extractiviste avec bien sûr, surtout, la lutte contre les inégalités, voilà quelques-uns des morceaux du puzzle qui se reconstitue sous nos yeux. Car tout est lié, du respect des droits des minorités jusqu'aux techniques de culture respectueuses de la terre et de l'agriculture.

Loin de lister des objectifs hors de portée, l'enquête de Naomi Klein assemble les réalisations passées ou en

cours, toujours documentées ou référencées qui pourraient produire le basculement si urgent. Bien sûr, l'ouvrage peut sembler long et très orienté vers l'Amérique. Il n'oublie pas l'Europe cependant, l'Allemagne en particulier, et l'écriture légère, la langue simple de l'écrivaine qui n'hésite pas à nous raconter une histoire le rend plaisant.

Voilà un ouvrage essentiel qui dit tout haut et clairement ce qu'on ne peut que difficilement reconstituer derrière le bruit des informations qui nous parviennent.

Jacques Longchamp

À lire: Naomi Klein, *Tout peut changer*, Arles, Actes Sud, Montréal, Lux, 2015.



## LIVRES

# Une lucidité exemplaire

À lire: Simone Weil, *Écrits sur l'Allemagne, 1932-1933*, Paris, Payot & Rivages, 2015.

S'il est une figure intellectuelle qui a fait montre, durant toute sa vie, d'une extraordinaire lucidité, c'est bien Simone Weil. L'intraitable philosophe, celle-là même qui s'astreindra à suivre le régime imposé aux prisonniers·ers de guerre depuis son refuge londonien durant la Seconde Guerre mondiale, et qui en mourra, a été de tous les combats. Engagée volontaire dans la Guerre d'Espagne, puis dans la résistance, elle avait auparavant expérimenté la vie d'ouvrière d'usine dès 1934, qu'elle raconte dans un «Journal d'usine» encore passionnant aujourd'hui (voir *Pages de gauche* n° 124).

Elle passera deux mois en Allemagne durant l'été

1932, où elle est témoin de la montée en puissance du mouvement hitlérien ainsi que des difficultés rencontrées à la fois par le SPD et par le Parti communiste à lutter contre cette ascension. À son retour, elle publie une série d'articles sur la situation en Allemagne dans différents journaux de gauche. Ce sont ces textes que les éditions Payot & Rivages viennent opportunément de rééditer.

## PAS DE PARTI POUR LES OUVRIERS

L'analyse que fait Simone Weil de la base ouvrière des trois principaux partis du moment est extrêmement intéressante. Si les ouvrières·ers qui adhèrent au nazisme le font parce «qu'ils y sentent une force», les membres du parti communiste sont pour l'essentiel des chômeuses·eurs et des adhérent·e·s récent·e·s, ce qui indique «la faiblesse du parti par rapport aux tâches qu'il se propose». La social-démocratie, aux effectifs pourtant nom-

breux, est quant à elle affaiblie par une bureaucratie syndicale plus effrayée par la révolution que par le fascisme.

Pour Simone Weil, «les trois partis qui attirent les ouvriers allemands» sont entre les mains «du grand capital» (le parti nazi, «le plus fort de beaucoup»), «de bureaucrates étroitement liés à l'appareil d'État de la classe possédante» (le SPD) et «d'une bureaucratie d'État étrangère, qui défend ses intérêts de caste et ses intérêts nationaux» (les communistes, inféodés à l'URSS). Aucun de ces partis ne défend les intérêts de la classe ouvrière allemande, mais c'est catastrophiquement le premier qui paraîtra le faire. Comme l'écrit la philosophe, «la classe ouvrière d'Allemagne se trouve seule et les mains nues», et l'on sait trop aujourd'hui qu'elle ne trouvera point les forces pour combattre le fascisme une fois celui-ci installé au pouvoir.

Antoine Chollet



**Quel avenir pour l'hôpital de La Chaux-de-Fonds?****GRAND DÉBAT**

**Mercredi 16 septembre à 20h00**  
**À La Chaux-de-Fonds (lieu à déterminer)**

Avec, entre autres:

- Pauline de Vos Bolay, présidente du conseil d'administration de HNe
- Théo Hugenin-Élie, Conseiller communal PS de la Ville de La Chaux-de-Fonds
- Olivier Lebeau, député PLR au Grand Conseil et médecin-chef à l'hôpital de la Providence à Neuchâtel

**On trouvera toutes les informations concernant ce débat sur notre site: [www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)**



*Pluie d'étoiles infamantes*

**JAB**

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche  
 Case postale 7126, 1002 Lausanne

**SALLE DES PAS PERDUS**

## La droite la plus bête du monde

Il est toujours réjouissant d'assister aux déchirements surréalistes des partis de droite. Ce qui se passe au FN avec un héritage dynastique compliqué est pour le moins savoureux. À l'échelle vaudoise, il est aussi question de succession. Car l'affaire qui agite l'UDC Vaud est la suite de la succession de CAV, soit Claude-Alain Voiblet. En 2013, CAV avait été exfiltré à l'UDC Suisse et l'UDC Vaud s'était choisie démocratiquement Fabienne Despot. Le ménage (en partie au noir) avait été fait, croyait-on. Que nenni.

L'UDC Vaud a toujours été la terre d'accueil de singulières personnalités. Qu'on se souvienne du député enlevé au Togo, car

parti à la chasse au trésor sous la forme d'un pseudo-héritage à transférer en Thaïlande. Le malaise devait être plus profond, car cette fois-ci c'est le parti dans son ensemble qui se révèle peuplé par des pieds nickelés. Les membres du comité directeur de l'UDC Vaud, tant attachés aux valeurs suisses, se fichent, s'espionnent et se menacent parmi.

Pour résoudre la crise, une solution semble s'imposer. Délocaliser le loyal bouvier bernois Willy pour remettre la section vaudoise au pas, car comme le chante le SVP «là où il y a de la volonté, il y a une issue». À force d'aboyer, le message devrait passer. MG